

LES SOUVERAINISMES AFRICAINS

Depuis la fin des années 2010, plusieurs États africains réaffirment leur souveraineté, contestant l'ordre post-colonial et la tutelle occidentale, dans le contexte d'un monde multipolaire où l'Afrique cherche à s'imposer comme acteur stratégique.

Les souverainismes africains ont émergé dans des États en crise (sécuritaire, de légitimité et économique), mais aussi dans d'autres pays plus stables, portés par une jeunesse post-guerre froide sans attachement particulier à l'Occident.

Cette dynamique oblige les acteurs extérieurs à changer d'approche. Il ne s'agit plus simplement d'assister des États fragiles, mais de négocier avec des États affirmant un rapport de force politique, sécuritaire et normatif.

Le souverainisme africain n'est pas une réaction ponctuelle, mais le produit d'une accumulation de frustrations sécuritaires, politiques et économiques.

2010-2014: Interventions occidentales et espoirs démocratiques

2015-2019: Crises sécuritaires et perte de confiance populaire

2020-2023: Émergence de régimes militaires souverainistes

2023-Présent : États souverains affirmés et diplomatie sélective

Ce qui divise les pays africains portés par le souverainisme

Rapport à la démocratie

Rapport à l'Occident

Choix des partenaires

Rejet de la dépendance et de l'ordre international

Primaute de l'État

Partenariats d'égal à égal



Ce qui unit

Les souverainismes ne SONT PAS

Un retour au passé

Un rejet du monde et de la mondialisation

Un anti-occidentalisme

Les principaux types de souverainismes en Afrique

POLITIQUE



OBJECTIF

Affirmer l'indépendance de l'État face aux influences étrangères, notamment celles des anciennes puissances coloniales.

66%

de la population africaine sondée préfère la démocratie à tout autre système de gouvernement.

57%

de la population sondée se dit prête à accepter une prise de pouvoir militaire si les dirigeants élus abusent de leur pouvoir.

MANIFESTATIONS

Affirmation des intérêts nationaux

Discours officiels contre l'ingérence politique et diplomatique

Recomposition du pouvoir politique au nom de la souveraineté nationale

Ex. : Mahamat Idriss Déby, président du Tchad depuis 2021, multiplie les discours contre les ingérences des « officines étrangères ».

ÉCONOMIQUE



OBJECTIF

Contrôler les ressources et les instruments monétaires pour réduire la dépendance.

30% des réserves mondiales de minerais se trouvent sur le continent.

15 pays utilisent encore le Franc CFA.

MANIFESTATIONS

Nationalisation ou renégociation des contrats miniers et énergétiques

Promotion de monnaies locales ou régionales.
Rejet du Franc CFA

Mesures protectionnistes pour soutenir les industries locales

Ex. : Diomaye Faye, président du Sénégal depuis 2024, met sur le long terme la sortie du Franc CFA et la renégociation des contrats pétroliers et gaziers au cœur de la lutte contre le « néocolonialisme ».

Mds \$ de dépenses militaires des pays africains en 2024

La Russie a conclu au moins

40

accords de défense avec des États africains.

SÉCURITAIRE



OBJECTIF

Garantir la sécurité nationale par une autonomie stratégique, en limitant la dépendance aux forces militaires étrangères tout en développant des partenariats.

52,1 +11% par rapport à 2015.

La Turquie a conclu au moins

30

accords de défense avec des États africains.

MANIFESTATIONS

Renforcement des armées nationales

Demande de retrait des bases étrangères

Diversification des partenariats sécuritaires

Ex. : L'Alliance des États du Sahel rompt avec les dispositifs militaires occidentaux par le départ des forces françaises du Mali (Barkhane, 2022), du Burkina Faso (Sabre, 2023) et du Niger (Barkhane, 2023), suivi du retrait des forces américaines du Niger (2024), tout en renforçant les armées nationales, en augmentant les budgets de défense, en instaurant une défense collective (Charte de l'AES, sept. 2023) et en développant de nouveaux partenariats sécuritaires (Russie, Turquie).

SOCIÉTAL



OBJECTIF

Contrôler les normes sociales, culturelles et morales face aux influences extérieures perçues comme imposées.

56%

de la population interrogée dans 39 pays accorde sa confiance aux chefs traditionnels en tant qu'autorités légitimes des normes culturelles locales.

12

pays d'Afrique subsaharienne ont adopté des lois anti-LGBTQ+ depuis 2015.

MANIFESTATIONS

Rejet des valeurs jugées « occidentales ». Discours contre l'« agenda sociétal » des pays du Nord

Promotion des langues, traditions et industries culturelles locales

Mobilisation du religieux (islam ou christianisme) pour légitimer des politiques nationalistes

Ex. : Yoweri Museveni, président de l'Ouganda, met depuis 2023, avec le durcissement des lois anti-LGBTQ+, la défense des « valeurs culturelles et morales de la nation » au centre de ses politiques.